

Quels Suds dans quelle crise ?

Le contexte d'une économie politique globale de l'inégalité

Jean-Philippe PEEMANS*

*Professeur Ordinaire Emérite UCL

Un démenti apparent aux prévisions les plus pessimistes sur l'impact de la crise au Sud

L'impact de la récession violente de la fin 2008 et du début 2009 a été très différent de celui des crises qui antérieurement ont frappé les pays du Sud. Beaucoup d'analystes s'attendaient à un impact dévastateur sur la plupart des économies du Sud, vu la baisse de la croissance au Nord, avec une amplification du choc en termes de réduction des importations de matières premières et de produits manufacturés.

Les uns mettaient en valeur surtout l'impact de la crise sur la baisse des flux de capitaux et d'investissements, à cause de la réduction drastique des moyens des institutions financières des pays du Nord. Cela risquait d'entraîner en outre un rapatriement important des capitaux déjà investis, pour reconstituer les liquidités des banques atteintes par la dévalorisation massive de leurs actifs¹.

Les autres insistaient plus sur l'effondrement prévisible des recettes d'exportations et les conséquences pour les recettes des Etats, avec une augmentation des déficits et un nouveau cycle d'endettement, à des conditions défavorables alors que les capitaux disponibles se raréfiaient. Combinée avec la baisse sensible des exportations de produits manufacturés, on devait s'attendre à une baisse prolongée des taux de croissance dans la plupart des pays, et donc à une forte contraction de l'emploi et de la demande intérieure. Toutes les analyses s'accordaient pour prévoir un accroissement spectaculaire de la pauvreté, et une remise en cause des quelques résultats atteints en matière de réduction de la pauvreté, dans le cadre des politiques visant les Objectifs du millénaire pour le développement – OMD².

Un bon exemple de ce type d'analyses a été un article d'économistes de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine), publié en 2009, et voulant à la fois analyser les causes de la crise et son impact probable sur les pays d'Amérique latine. C'est une analyse faite dans la tradition de l'école structuraliste latino-américaine qui, dès les années 1950, a voulu mettre en évidence la situation de dépendance des pays exportateurs de matières premières à l'égard des pays industrialisés.

¹ Le FMI estimait jusqu'à 140 milliards d'*USD* le montant d'aide nécessaire pour faire face à l'impact de la crise sur les réserves des pays à bas revenus (*IMF, The Implications of the Global Financial Crisis for Low Income Countries*, avril 2009).

² Parmi tant d'autres, c'était par exemple le diagnostic de l'*UNECA – UN Economic Commission for Africa, Economic Report on Africa*, 2009.

Malgré les influences néolibérales de plus en plus fortes qui ont marqué cette école depuis les années 1980, l'analyse de l'impact de la crise de 2008 restait bien dans le droit fil de l'approche structuraliste. Selon cette analyse, l'origine de la crise se trouve dans la baisse brutale des prix des actifs des institutions financières du Nord, y entraînant une réduction majeure du revenu et de la fortune des agents économiques, ce qui doit se traduire par une diminution de la consommation et de l'investissement, résultant en une contraction de la demande globale. Cette contraction sans précédent historique récent doit entraîner une sévère illiquidité des marchés financiers internationaux.

La diffusion de la crise bancaire au Nord était vue comme devant affecter simultanément les flux de capitaux vers l'Amérique latine et la demande pour ses exportations. Il en résulterait à la fois une baisse de l'investissement, des recettes d'exportations, une contraction de la demande intérieure, un déficit du budget de l'Etat, et naturellement une diminution du taux de croissance et de l'emploi. L'article inscrivait la problématique de l'impact dans le cadre des différentes crises ayant frappé les économies latino-américaines depuis le début des années 1980. Il montrait comment ces dernières étaient vraiment dépendantes de ces chocs, la plupart d'origine extérieure, et combien d'années étaient chaque fois nécessaires pour amortir l'impact de la crise. A titre d'exemple, la crise dite de la dette, 1981-1983, était considérée comme ayant provoqué les séquelles les plus longues, entre dix et quinze ans selon les indicateurs³.

L'article se demandait donc quel type d'impact négatif aurait la crise de 2008-2009, avec la crainte que ses effets négatifs se prolongent longtemps sur les économies latino-américaines. Les crises anciennes, selon cet article, ont eu un impact durable sur la région, et la crise en cours ne devrait pas échapper pas à ce modèle, le résultat final devant dépendre en premier lieu du type de reprise qui aurait lieu dans le monde développé.

La réalité a cependant été moins dramatique que ne le prédisait ce scénario pessimiste. Non seulement la réalité latino-américaine a été différente, même si la contraction initiale des exportations a été forte : la chute des exportations a été forte pour le Brésil et le Mexique (entre 15 et 20 % pour les six mois les plus aigus) et surtout pour le Chili (moins 40 %). Mais en fait cette récession forte a été relativement courte par comparaison avec les autres crises.

La plupart des pays dits émergents ont subi la crise de manière non conforme aux attentes générales. Cela a été mis en valeur par les analyses du FMI⁴ de fin 2009 et début 2010.

Selon le *World Economic Outlook* du FMI⁵, en janvier 2010, le taux de croissance de la

³ TITELMAN D., PEREZ E. et PINEDA R., "The bigness of smallness: The financial crisis, its contagion mechanisms and its effects in Latin America", *Cepal Review*, n°98, août 2009, pp. 7-33.

⁴ Les pays émergents, après avoir connu dans l'ensemble une croissance plus forte que les pays avancés entre 2006 et 2008 (7 % contre 3 %), ont connu une baisse moins forte que ces derniers en 2008 (+2.5 % contre -3 %), et une reprise plus forte à partir du début de 2009 (+4 % contre -1 %). Si l'on prend la période la plus aiguë de la crise (du 3^{ème} trimestre 2008 au 1^{er} trimestre 2009), on peut en même temps constater une forte disparité dans le comportement de différents pays émergents du Sud, même à l'intérieur des pays asiatiques. Alors que des pays comme Taiwan, la Thaïlande, la Corée du Sud, la Malaisie ont connu des chutes du taux de croissance allant de -7 à -20 %, des pays comme le Vietnam, l'Indonésie et surtout l'Inde et la Chine ont maintenu des taux de croissance plus faibles qu'antérieurement, mais positifs pendant cette période. En Amérique latine, le Mexique (très lié à l'économie US) a chuté (-15 %) beaucoup plus lourdement que le Brésil et le Chili, et surtout que la Colombie, le Venezuela et l'Argentine qui n'ont connu que des baisses modestes. Voir : IMF, *Global Data Source*, 2010.

⁵ IMF, *World Economic Outlook, Update*, janvier 2010.

production (*output*) des pays émergents et des pays en développement a été d'environ 6 % au cours des trois derniers quadrimestres de l'année 2009, et il se maintiendra à ce niveau en 2010 et 2011. C'est pratiquement le niveau atteint lors des dernières années avant la crise : 8 % en 2006-2007.

Dans cette évaluation, les pays asiatiques sont vus comme devant jouer un rôle majeur, avec des taux de croissance de 8 %, la Chine devant atteindre 10 %. L'Amérique latine est vue comme devant se situer aux environs de 4 %, tout comme l'Afrique au Sud du Sahara. Le commerce des biens et services devrait progresser en 2010 et 2011 au rythme de 7 % pour l'ensemble des pays du Sud, après avoir plongé de 13 % sur l'ensemble de l'année 2009. De manière générale, les cours des matières premières ont progressé de 30 % entre la seconde moitié de 2009 et la première moitié de 2010. C'est la force de la demande asiatique qui a été un des moteurs principaux de ce mouvement. Les marchés d'actions des pays émergents ont connu ainsi un fort rebond, de l'ordre de plus de 50 % en Asie. Les capitalisations des marchés d'actions ont rebondi de plus de 95 % entre fin 2008 et fin 2009 sur les bourses de Shanghai et de Bombay.

Il n'est pas nécessaire de s'attarder plus longtemps sur les facteurs de reprise qui sont énumérés par le FMI et s'inscrivent dans une approche fonctionnaliste sans grande originalité⁶.

Mais un ensemble de faits tendent à montrer que, en termes de conjoncture, la crise financière déclenchée en 2008-2009 par la crise de confiance survenue entre les banques du Nord (suite à l'exacerbation de leurs comportements spéculatifs) n'a pas affecté de manière structurelle la situation des pays du Sud. Dans l'ensemble, on ne peut pas dire qu'il y a eu une sorte d'effondrement cataclysmique, comme le prédisaient de nombreux analystes à la fin de 2008, persuadés que la crise du Nord aurait un effet d'entraînement multiplicateur au Sud. L'impact de la crise est certainement moins fort que celui de la crise dite de la dette au début des années 1980, ou encore celui de la crise des pays asiatiques de 1997-1998.

La crise de 2008-2009 comme symptôme d'un certain découplage entre pays émergents du Sud et pays du Nord ?

Est-ce que cela signifie que les pays du Sud ont une capacité de résistance plus grande à une crise générée au Nord, plus qu'antérieurement en tous cas ? Un certain nombre d'analyses ont mis récemment en avant cette hypothèse⁷.

Cette dernière a élargi son audience au fur et à mesure qu'une reprise économique forte s'est confirmée, à partir de la seconde moitié de 2009, avec évidence dans certains grands pays émergents : les pays dits du BRIC (moins la Russie, qui est un autre cas et n'est d'ailleurs pas

⁶ On peut cependant noter que ce rapport FMI de janvier 2010 attribue la reprise à la politique monétaire expansionniste, avec des taux d'intérêts très bas, dans la plupart des économies avancées et les pays émergents, et évidemment au soutien massif donné, sous des formes diverses, au secteur financier. Dans les pays émergents, des cadres économiques plus solides et des choix politiques décisifs ont permis d'amortir l'impact d'un choc sans précédent, et d'attirer rapidement de nouveaux flux de capitaux. Selon cette même évaluation du FMI, les prêts des banques risquent de rester faibles, à cause de la nécessité de reconstruire le capital et de la possibilité de nouvelles dévaluations d'actifs à l'avenir. Le retour rapide à la croissance dans beaucoup de pays émergents y a stimulé un flux important d'investissements de portefeuille, y rendant les conditions financières plus aisées.

⁷ KOSE M-A., OTROK C. et PRASAD E., « Cycles économiques : découplage ou convergence » in *Finances et développement*, FMI, juin 2008.

un pays du Sud). D'une certaine manière, à la veille de la crise 2008-2009 déclenchée au Nord, et à cause d'agents du Nord seuls, ces pays du Sud étaient moins dépendants qu'antérieurement. En toute première approche, on peut avancer que ces pays avaient acquis une certaine masse critique en termes de ressources propres (épargne intérieure, réserves de change, moyens budgétaires).

Cela a été facilité par les quelques années de l'expansion forte qui a suivi la crise de « la bulle technologique » du début des années 2000. La forte croissance qui a caractérisé la reprise postérieure leur a permis de consolider une certaine base interne. En 2008, avant la crise, les réserves officielles des pays du Sud se montaient à 6 200 milliards d'*USD*, provenant des surplus des balances courantes et des flux de capitaux entrants. En plus, les réserves des fonds souverains originaires de ces pays se montaient à 5 000 milliards d'*USD*⁸.

Certains pays en sont d'ailleurs arrivés à ne plus suivre que de manière très laxiste les recommandations du FMI (par exemple, plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, alors qu'on pouvait les croire tombés à leur tour sous la tutelle de l'ajustement après la crise asiatique).

On peut dire que la crise de 2008-2009 montre que, désormais, une partie des pays du Sud ont acquis au moins une certaine base autonome dans l'accumulation globale. Des éléments de nature systémique tendent à conforter cette évolution.

Un premier élément est l'insertion croissante d'un nombre toujours plus élevé de pays du Sud dans la gestion d'un éventail sans cesse plus diversifié de services qui auparavant étaient l'apanage exclusif des pays du Nord. En l'espèce, un élément nouveau de maintien de la croissance à travers la crise, dans certains pays du Sud, est l'expansion extraordinaire des services *offshore*. Les revenus engendrés sont passés de 81 milliards d'*USD*, en 2005, à 157 milliards en 2008. Et surtout, ils ont continué à croître, malgré la crise, puisque ces revenus sont estimés à 252 milliards d'*USD* en 2010. Cette expansion continue est expliquée par l'accélération des processus de délocalisation à partir des pays du Nord, pour faire baisser les coûts du travail dans les services *BPO – Business Process Outsourcing* et *KPO – Knowledge Process Outsourcing*. En Inde, l'emploi dans ces secteurs est passé de 830 000 à 2 240 000 personnes entre 2004 et 2009, tandis qu'aux Philippines on est passé de 101 000 à 442 000 pendant la même période⁹.

Un second élément est la croissance continue d'une nouvelle classe moyenne qui, dans les pays émergents les plus dynamiques, tend à devenir une composante importante de la population. Le marché intérieur, tiré par la demande de cette classe moyenne en expansion, joue un rôle important dans l'évolution vers une autonomie plus large par rapport aux aléas du marché extérieur. On ne peut pas oublier que désormais, dans un pays comme la Chine, cette classe moyenne a une taille qui est environ celle de la population entière de la France, et qu'en Inde et au Brésil le marché qu'elle représente est évidemment plus large que celui représenté par la classe moyenne en France¹⁰.

⁸ UNCTAD, *World Investment Report 2008*, New York et Genève ; IMF, *World Economic Outlook*, octobre 2008, Washington DC.

⁹ GEREFFI G. et FERNANDEZ-STARK K., "The Offshore Services Value Chain, Developing Countries and the Crisis", The World Bank, Development Research Group Policy, *Research Working Paper 5262*, avril 2010.

¹⁰ Une étude récente sur la distribution de la richesse mondiale estime que la Chine représente environ 30 % à l'échelle mondiale des déciles 7 et 8 (sur une échelle allant de 1 à 10), avec des actifs moyens de 5 000 *USD*. Voir DAVIES J-B. et al., "Estimating the Level and Distribution of Global Household Wealth", *UNU-WIDER Research Paper*, 2007/77.

Ces classes moyennes ont des profils de demande très similaires à ceux de leurs congénères du Nord. Cette évolution est un phénomène structurel très important, qui n'a produit que lentement ses effets, mais qui après vingt ans de croissance élevée, du moins dans le cas chinois, tend à s'accélérer¹¹.

Cependant la croissance de la classe moyenne est indissociable d'un phénomène généralisé d'augmentation des inégalités dans tous ces pays, et surtout dans ceux qui sont les plus dynamiques du point de vue de la croissance économique. Cela peut sembler paradoxal de parler simultanément d'expansion des inégalités et de la classe moyenne, alors que l'émergence des classes moyennes, dans la rhétorique libérale, est synonyme de large diffusion des résultats du progrès, voire confondue avec ce dernier... Transposée dans le domaine du développement, et ce dernier confondu avec les conditions de l'incorporation du Sud dans la logique de croissance impulsée par le Nord, cette vision optimiste s'accompagne de l'idée de l'inéluctable convergence du Sud vers le Nord, à travers un processus de « rattrapage » qui illustrerait la loi universelle de l'évolution historique passée, et le projet de l'histoire universelle à faire. Et c'est dans ce cadre que devrait s'opérer la réduction de la pauvreté de masse au Sud, à travers l'incorporation au marché de l'immense force de travail y disponible¹².

Il y a donc un certain risque à voir dans le supposé « *découplage* », abordé sous l'angle exclusivement économique, une preuve d'une autonomie croissante des parties les plus dynamiques du Sud, et même les premiers signes de cette inéluctable convergence. Parler de découplage risque d'exagérer cette dernière et de ne pas saisir les dimensions socio-politiques du processus global de changement dans lequel il s'inscrit.

En fait, ce que la première décennie de ce siècle met en évidence, c'est que l'axe de l'évolution est un extraordinaire **accroissement des inégalités** de revenus. Tant au Nord qu'au Sud avec des proportions différentes dans des contextes différents.

La réalité mondiale est très différente de la vision normative des discours officiels. Après plus de trente ans de croissance, impulsée par les acteurs dominants de l'accumulation et rationalisée par leur idéologie néolibérale forcenée, on est bien loin d'avoir amorcé un processus de convergence globale entre le Nord et le Sud.

La crise de 2008-2009 doit s'inscrire dans cet axe. Si l'on veut dépasser les commentaires assez superficiels sur « les causes et remèdes », qui ont foisonné depuis plus d'un an, et surtout si l'on veut trouver une articulation plausible entre les aspects Nord et Sud de l'évolution structurelle dont cette crise est une manifestation conjoncturelle de plus, l'hypothèse du découplage n'est pas satisfaisante. C'est l'hypothèse du maintien d'un

¹¹ A titre d'exemple, Carrefour, la chaîne française d'hypermarchés a 116 magasins en Chine, 40 000 employés chinois, un million de clients par jour, avec dans les grandes villes un panier d'achat en moyenne de 250 RMB (25 euros), et la chaîne compte y ouvrir 28 nouveaux hypermarchés en 2010.

¹² C'est un point central des différentes versions de la théorie de la modernisation depuis plus d'un demi-siècle, théorie qui est le socle inébranlable de la pensée dominante sur le développement. C'est évidemment la croissance économique qui est supposée être le moteur de cette évolution. De même elle est supposée peu à peu répandre ses bienfaits à travers une sorte de percolation des gains de productivité, liés aux progrès techniques, vers les couches de revenus les plus basses (*trickle down effect*), le fonctionnement du marché devant assurer normalement les conditions d'une croissance inclusive ... du moins dans le long terme. Voir PEEMANS J-P., *Le développement des peuples face à la modernisation du monde – Les théories du développement face aux histoires du développement 'réel' dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle*, Academia Bruylant & L'Harmattan, Louvain-la-Neuve/Paris, 2002.

« décalage » Nord-Sud structurel, couplée à celle de l'accroissement vertigineux des inégalités à l'intérieur du Nord et du Sud qui semble la piste la plus intéressante.

Maintien du décalage Nord-Sud et croissance des inégalités : quelques réalités fondamentales

Une comparaison très simple de l'évolution de la population et du PIB des diverses régions du monde dans les trente dernières années (1980-2008) met en évidence la permanence du décalage structurel qui persiste entre pays du Sud et pays du Nord (*voir Tableau 1, ci-après*).

Si l'on abandonne la référence aux seuls taux de croissance annuels (l'abus de cet indicateur n'a rien d'innocent), les écarts en termes réels révèlent toute la force de la non-convergence. En termes de PIB, les pays avancés ont progressé de 35 000 milliards d'*USD* entre 1980 et 2010, tandis que l'ensemble du Sud a progressé de 11 000 milliards.

Cette dernière évolution est évidemment remarquable. Elle montre que l'on ne parle pas de régression ni de stagnation, mais d'une dynamique. Une dynamique inégalitaire, puisque l'écart entre les poids respectifs de l'ensemble des PIB des deux groupes s'est creusé d'environ 25 000 milliards d'*USD*.

Dans le même temps, la population des pays à bas et moyens revenus a progressé de 2 000 millions d'habitants, et celle des pays à hauts revenus de 300 millions¹³.

On ne s'attardera pas ici à essayer d'évaluer l'évolution des diverses régions d'un Sud qui est devenu, c'est un fait, un ensemble plus hétérogène au cours du dernier quart de siècle, bien loin du bloc de nations (sous le vocable de Pays non alignés, ou Groupe des 77) qui avaient tenté d'imposer de nouvelles relations internationales dans le cadre de l'éphémère épisode du dialogue Nord-Sud des années 1970.

Derrière cette hétérogénéité, il semble important de mettre en valeur une tendance plus fondamentale : le rôle croissant joué par certaines régions du Sud dans la recomposition des conditions de l'accumulation à l'échelle mondiale. Ce rôle a des dimensions ambivalentes, voire contradictoires, tant en termes d'incorporation de nouveaux gisements de plus-value que d'espaces de débouchés pour la réalisation de cette dernière.

La seule évolution qui peut évoquer un début d'une lente et problématique convergence est celle de l'Asie de l'Est et du Sud-Est : le PIB global y a augmenté de 5 000 milliards d'*USD* (1060 %) tandis que sa population a augmenté de 500 millions (138 %). Dans ce groupe la Chine, à elle seule, pèse 4 330 milliards d'*USD* en PIB et 1 320 millions en population.

¹³ Il faut noter que cet accroissement est dû surtout à l'augmentation de la population aux *USA*, et à l'inclusion d'un certain nombre de pays d'Europe centrale et de la Corée du Sud (50 millions d'habitants) qui n'étaient pas dans le groupe en 1980.

Tableau 1 – Evolution de la place des différentes régions du monde en termes de population et de PIB : 1980 et 2008

Régions <i>USD</i>	Population		P.I.B. milliards		Population en %		P.I.B. en %	
	en millions 1980	2008	1980	2008	1980	2008	1980	2008
Pays à bas et moyens revenus	3215	5182	2265	13540	80,5	82,8	22,3	23,8
Afrique Sud Sahara	380	818	297	987	9,5	13,0	2,9	1,7
Asie E.et S.E.	1398	1931	524	5658	35,1	30,9	5,1	9,9
Asie Sud	903	1543	219	1531	22,6	24,6	2,1	2,7
Afrique N. et M.O.	175	325	463	1117	4,3	5,2	4,5	2,0
Amérique Latine	359	565	762	4247	8,9	9,0	7,5	7,5
Pays à Revenus Élevés	776	1069	7865	43189	19,4	17,1	77,6	76,1
Monde	3991	6251	10130	56729	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau établi à partir des World Bank Development Reports, 1996 et 2010.

Il n'est évidemment pas question ici de se référer à ces statistiques du PIB comme à un indicateur de bien-être, et on sait combien elles en sont une approximation douteuse¹⁴.

Ces chiffres sont pris ici comme de simples révélateurs de la capacité des pays à faire tourner la « machine à produire de l'argent », quels qu'en soient les moyens. Ils forment un indicateur approximatif de leurs poids relatifs dans la « machine infernale de l'accumulation globale », donc d'un rapport de force, rien de plus. L'évolution des trente dernières années montre que l'ensemble des PVD ont fait des progrès énormes dans cette capacité, mais sans « rattraper » pour cela celle des pays dits avancés.

¹⁴ Voir DUPRET X., « Décroissance : apocalypse now ? », *CM* n°235, mai-juin 2007, pp. 63-78. En outre on se réfère délibérément aux chiffres du PIB courants, et pas en termes de PPP, vu d'abord l'inexistence de chiffres comparables pour 1980, ensuite parce que ce n'est pas le lieu ici de s'engager dans les polémiques concernant les modes de calcul.

Il en est de même en ce qui concerne la répartition de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) mondiale, alors que cet indicateur est considéré certainement comme le plus représentatif d'un processus d'industrialisation-modernisation en train de se produire. Malgré la vigueur des mouvements de délocalisation de l'industrie, entre 1990 et 2007 (voir *Tableau 2*), la VAM par tête dans les pays industrialisés a progressé d'environ 1 000 USD (constants), alors que celle de l'ensemble des pays en développement a connu une augmentation d'environ 200 USD par tête. La Chine se distingue évidemment une fois de plus dans cette évolution : elle a fait un « bond en avant » de près de 500 USD par tête..., la moitié de la progression des pays industrialisés.

*Tableau 2 – Valeur ajoutée manufacturière
VAM par tête en USD constants (2000)*

Régions	1990	1995	2007
Asie	117	170	367
CIS (ex-URSS)	462	216	361
Afrique Sub-saharienne	30	26	30
Chine	100	199	597
Amérique latine	622	696	789
Afrique du Nord	150	155	215
Pays en Développement	171	215	366
Pays industrialisés	3491	3658	4554

Source : ONUDI, World MVA, Statistics and Data, 2010.

Globalement il faut bien constater que, malgré l'extraordinaire dynamique des changements à l'échelle mondiale, la persistance du décalage Nord-Sud semble plus prégnante qu'une tendance à la convergence.

Cette dynamique du changement est souvent invoquée, dans les discours officiels sur le développement, comme moteur de la réduction de la pauvreté de masse à l'échelle mondiale.

Cette approche doit cependant être confrontée à une autre tendance fondamentale de l'évolution mondiale depuis plus d'un quart de siècle : la croissance vertigineuse des inégalités à l'intérieur des pays du Sud comme du Nord.

Dès le début des années 1990, des analyses des réalités du développement ont mis en exergue qu'il était insuffisant de se focaliser sur la différenciation croissante entre régions du Sud, et sur la pauvreté en général, parce que cela masquait en fait une tendance fondamentale à l'accroissement des inégalités, non seulement entre pays, mais surtout à l'intérieur des pays. Selon Frans-Johan Schuurman, il fallait réincorporer le concept d'inégalité dans l'analyse du développement. Cette inégalité se manifestait, selon lui, dans tous les domaines (accès au pouvoir, aux ressources, aux conditions d'une vie décente), et à tous les niveaux (micro-local,

méso-social, macro-national et supra-national)¹⁵.

A la fin des années 1990, une étude de la CNUCED sur l'évolution des inégalités de revenus dans les pays du Sud montrait que, entre 1980 et 1995, on constatait une augmentation de l'inégalité dans 65 % des cas étudiés, alors qu'entre 1965 et 1980, il y avait eu une diminution de l'inégalité dans 60 % des cas étudiés¹⁶.

Cette évolution a été confirmée par diverses études postérieures, montrant une tendance générale à l'augmentation de l'ampleur des inégalités, tant au Nord qu'au Sud. Ces études ont mis en valeur le fait qu'à côté des facteurs anciens d'inégalité (un des plus connus étant l'inégalité dans l'accès à la terre) de nouveaux facteurs de nature politique y avaient surtout contribué à partir des années 1980 : politiques d'ajustement, de privatisations, de libéralisation du commerce, de réduction des dépenses sociales, de dé-progressivité de la fiscalité, *etc.*¹⁷.

Après trente ans d'une augmentation des inégalités de revenus, il n'est pas étonnant qu'elle se traduise dans une tendance à la concentration toujours plus grande de la richesse, à l'échelle mondiale, et à l'intérieur des pays du Nord et du Sud. L'évaluation de ce phénomène est évidemment très complexe, et on n'entrera pas ici dans les subtilités techniques qui la sous-tendent. Mais une étude de l'Université des Nations Unies, publiée en 2008, indique que les pays du Nord (Amérique du Nord, Union Européenne, Japon et Australie) concentrent ensemble 90 % de la richesse (*wealth*) mondiale, et 97 % de la catégorie du 1 % les plus riches dans chaque région du monde. Aux USA ce 1 % de la population détient 33 % des actifs du pays¹⁸.

Cependant, au cours des vingt dernières années, les inégalités de revenus (*incomes*) ont cru plus fortement que les inégalités de la fortune (*wealth*), notamment à cause de la croissance relative très forte des revenus des « cadres supérieurs »¹⁹.

Aux USA entre 1965 et 2005, le rapport entre la rémunération moyenne d'un *CEO – Chief Executive Officer* et le salaire minimum est passé de 51 à 821. Ce salaire minimum est lui-même tombé en dessous du seuil de pauvreté officiel (15 000 USD annuels)²⁰.

Par comparaison, en 2009, le salaire moyen d'un travailleur chinois dans le secteur industriel se situait lui à environ 1 500 USD annuels (12 000 yuan).

Dans les sections qui suivent on voudrait d'abord mettre en valeur quelques éléments qui permettent de mieux cerner à la fois le contexte historique de l'accroissement de ces inégalités, leur caractère systémique, et leur impact sur l'instabilité fondamentale du système qui se traduit par des crises d'une nature particulière.

¹⁵ SCHUURMAN F. (ed.), *Beyond the Impasse – New Directions in Development Theory*, Zed Books, Londres, 1993, pp.1-48.

¹⁶ UNCTAD, *Trade and Development Report*, 1997, pp. 95-120 (UNCTAD = CNUCED – Conférence des NU sur le commerce et le développement).

¹⁷ CORNIA G. et COURT J., "Inequality, Growth and Poverty in the Era of Liberalization and Globalization", *Policy Brief*, n°4, UNU-WIDER, Helsinki, 2001.

¹⁸ DAVIES J-B., SANDSTRÖM S., SHORROCKS A. et WOLFF E., "The World Distribution of Household Wealth", *Discussion Paper* n°2008/03, UNU-WIDER, février 2008.

¹⁹ PIKETTY T. et SAEZ E., "Income Inequality in the United States, 1913-1998", *Quarterly Journal of Economics*, CXVIII (1), 2003, pp. 1-39.

²⁰ Economic Policy Institute Data, Washington DC, 2005.

L'argument général est que les inégalités croissantes sont endogènes au nouveau régime d'accumulation, qui est le résultat de changements historiques dans les rapports de force entre Nord et Sud et entre acteurs dominants et populations incorporées dans ce processus. Il y a une forte interdépendance entre les dimensions Nord-Sud de la mise en place des paramètres de la globalisation des conditions de l'accumulation, et la croissance des inégalités. Celles-ci alimentent la formidable dynamique du système tout en le rendant de plus en plus instable voire chaotique. C'est dans cette perspective que l'on a une meilleure chance de cerner ce que révèle la crise de 2008-2009.

Les aspects géo-politiques de cette évolution sont indissociables de dimensions qui doivent être approchées dans les termes d'une économie politique contextualisée. Et ce contexte doit être cerné en référence à des conjonctures historiques qui ont permis, au Nord et au Sud, la mise en place de ce qui sera appelé ci-dessous « *l'économie politique globale de l'inégalité* ».

Le contexte historique de la mise en place d'une « *économie politique globale de l'inégalité* »

De ce point de vue, la conjoncture du début des années 1980 a joué un rôle décisif. Elle a remis en cause les fondements du rapport entre croissance, accumulation et développement qui avait marqué les années 1950-1980, c'est-à-dire un laps de temps équivalent à celui qui nous sépare de cette conjoncture. Il s'agira de rappeler de manière très schématique les lignes de force de cette nouvelle « *grande transformation* », au sens polanyien du terme.

Dans cette approche on doit retenir surtout trois types d'espaces, dont la conjoncture de l'époque va voir la redéfinition et de leurs structures et de leurs rapports : le Nord, le Sud et la Chine qui à l'époque, à elle seule, a une population qui est pratiquement le double de celle du Nord.

Dans le cas du Nord et de la Chine, on peut déceler clairement un changement politique majeur, qui voit l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle coalition d'acteurs qui veulent redéfinir les paramètres des rapports entre croissance, accumulation et développement.

Au Nord, c'est évidemment l'arrivée de coalitions néo-conservatrices dans les pays anglo-saxons qui a déclenché le processus de changement. Ces coalitions s'appuyaient sur les craintes d'une partie des classes moyennes devant les montées de nouveaux mouvements sociaux demandant soit la consolidation de droits acquis, soit l'élargissement des droits à l'égalité. En outre les frustrations quant au recul, voire l'effritement, des zones d'influence impériale, jouaient un rôle non négligeable. Le cœur de la stratégie des dirigeants de ces coalitions, c'était une contre-offensive généralisée. Au Nord contre les revendications sociales, anciennes et nouvelles, avec l'affaiblissement des syndicats comme objectif premier. Au Sud contre tous les Etats plus ou moins nationalistes ou socialistes, revendiquant un « *nouvel ordre économique international* », et considérés comme les « *alliés objectifs* » des pays de l'Est, eux-mêmes désormais ciblés dans une contre-offensive de *roll back*.

Les dirigeants néo-conservateurs s'appuyaient très clairement sur les théories néolibérales qui avaient tracé leur chemin depuis la fin des années 60, alors que l'avant-scène, tant au Nord qu'au Sud, semblait occupée surtout par les rhétoriques de divers courants critiques et les polémiques qui les opposaient entre eux. Plus qu'une simple référence idéologique, les

arguments de l'idéologie néolibérale ont servi alors à rationaliser un renversement des politiques de redistribution, et ce en faveur de tous les acteurs liés directement ou indirectement aux revenus du capital. Cela a impliqué tout un processus de déconstruction-reconstruction institutionnelle restreignant le rôle de l'Etat dans la régulation de l'activité économique et la redistribution des gains de la croissance, tout en donnant la primauté aux initiatives des entreprises, et particulièrement en libéralisant les règles encadrant les acteurs du capital financier. On ne s'attardera pas plus sur ces aspects qui ont été déjà bien mis en exergue par plusieurs contributions dans la précédente livraison des *CM* ²¹.

Dans une contribution particulièrement éclairante, Reginald Savage a qualifié cette conjoncture politique de « *coup d'Etat financier* » ²².

En fait, on pourrait même parler plus généralement d'un « coup d'Etat socio-économique », parce qu'il s'est bien agi d'un changement de « *régime* » ²³.

Cette expression met bien en valeur le fait que, derrière le respect des règles formelles propres aux « *démocraties de procédure* » des pays du Nord, c'était bien un changement radical des paramètres du rapport entre l'économique, le social et le politique qui a été poursuivi. Il visait la remise en cause de tous les acquis sociaux des décennies précédentes, et donc déconstruisait les conditions de construction de ce qui a été appelé une « *démocratie substantive* », où la régulation de l'économie couplée à des objectifs de progrès social est vue comme une tâche majeure de l'Etat démocratique ²⁴.

Il vaut la peine de comparer ce « coup d'Etat socio-économique » réalisé au Nord avec le « coup d'Etat idéologico-politique » réalisé en Chine à la même époque. L'interaction entre les conséquences de ces deux événements – de nature politique, il faut bien le souligner – a largement contribué à définir le profil ultérieur de la globalisation des conditions de l'accumulation. Certes les contours de cette interaction étaient non prévisibles pour les protagonistes concernés, mais il n'est pas négligeable de souligner que l'épanouissement du marché global n'est pas à attribuer seulement à de prétendus impératifs des exigences du progrès économique et technologique.

En Chine, on a eu une remise en cause radicale du modèle de développement suivi précédemment. Son originalité reposait sur une tentative d'intégrer l'immense paysannerie à un processus d'industrialisation entièrement basé sur les ressources humaines et matérielles nationales, y compris la technologie, et accordant une place centrale à une articulation originale entre grande industrie, petite industrie rurale et amélioration de l'agriculture et des conditions de vie locales. Au contraire de ce qui a été souvent affirmé, ce modèle n'avait pas été un échec. Il avait permis des avancées remarquables, non seulement en termes matériels,

²¹ Voir notamment BARDOS-FELTORONYI N., « Crise conjoncturelle ou mutations du capitalisme », pp. 37-62 ; LABIE M., « Ode aux moindres certitudes », pp. 63-74 ; DUPRET X., « La crise réelle du capitalisme fictif », pp. 107-134, in *CM* n° 239, mai-juin 2009.

²² SAVAGE R., « Crise financière ou crise globale ? », *ibidem*, p. 82.

²³ Ce concept de « *régime* » a d'ailleurs été élaboré dès la fin des années 1980 par des politologues comme S. Strange pour montrer le changement dans la nature du politique, de par l'interpénétration toujours plus grande entre des réseaux de pouvoir transnationaux économiques et politiques, dont l'Etat-Nation, au sens classique, était devenu à la fois une composante et un instrument. Voir STRANGE S., *States and the Markets*, Basil Blackwell, Oxford, 1988.

²⁴ A propos de la distinction entre « *démocratie procédurale* » et « *démocratie substantive* », voir GATHII J-T., « Representations of Africa in Good Governance Discourse : Policing and Containing Dissidence to Neo-Liberalism », *Third World Legal Studies*, 2000, pp. 65-108.

mais aussi en termes de satisfaction des besoins humains fondamentaux (*basic needs*), comme en ont attesté de nombreuses études, notamment de la Banque Mondiale²⁵.

Mais en fait les modalités d'application de ce modèle divisaient profondément l'appareil du Parti communiste, ce qui s'est manifesté à travers des luttes de faction violentes, notamment pendant la période de ladite Révolution culturelle. Finalement, la faction qui avait basé toute la stratégie de développement sur la seule mobilisation des forces internes, sans parler de modernisation ni de référence au marché, a été évincée au cours de ce qui s'est apparenté également à un « coup d'Etat », interne au parti dirigeant, tout en respectant les règles formelles de procédure de remplacement des dirigeants. La nouvelle direction a immédiatement changé radicalement d'orientation, en mettant l'accent sur la priorité à la modernisation accélérée, au rattrapage des pays avancés pour combler le retard technologique du pays, à l'ouverture au commerce international et aux investissements étrangers pour stimuler la croissance. Et surtout, en quelques années, elle a démantelé les institutions qui encadraient le développement rural, ouvrant ainsi la voie à la libération des conditions d'un processus d'accumulation primitive particulièrement violent, basé sur la prolétarianisation potentielle de centaines de millions de petits paysans²⁶.

L'invocation de la modernisation, du retard et de l'ouverture nécessaire au marché, constituait un puissant levier idéologique pour mettre fin à un mode de développement insistant lourdement, dans le cadre de la planification, sur des principes d'égalité très contraignants pour les élites émergentes. La nouvelle rhétorique de la modernisation masquait en fait la mise en place d'un processus de recréation des conditions de l'inégalité au bénéfice de nouvelles élites liées au nouveau mode de croissance²⁷.

C'est donc très délibérément que l'on a insisté ici sur l'importance de cette conjoncture historique, qui a vu la prise de pouvoir par des coalitions dont la stratégie était la reconstitution des conditions de l'inégalité, au Nord pour restaurer les privilèges des acteurs d'un capitalisme vieilli, en Chine pour instaurer les conditions de la naissance d'un capitalisme plein d'ardeur juvénile.

La rapidité et l'intensité des changements technologiques ont certes joué un rôle majeur dans l'accélération des phénomènes de globalisation de l'économie mondiale depuis les années 1980. Mais l'impact qu'ils ont eu sur les sociétés du Nord et du Sud est indissociable de choix politiques qui ont été faits dans un moment historique particulier, et qui en ont fait des instruments d'une inégalité croissante. Ils auraient pu devenir au contraire les outils d'avancées nouvelles dans la réalisation d'une plus grande égalité entre nations et à l'intérieur des nations. Autrement dit le profil de l'évolution réellement survenue n'était pas inéluctable²⁸.

²⁵ WORLD BANK, "China's Socialist Development", *World Bank Report*, Washington, 1981.

²⁶ BLECHER M., *China against the tides – Restructuring through Revolution, Radicalism and Reform*, Pinter, Londres, 1997.

²⁷ Sur le rôle des anciennes-nouvelles élites en 1989 et après, voir *CM n°214, A l'Est, dix ans de recyclage des nomenklaturas*, déc. 1999.

²⁸ On peut ici évoquer le courant de la *New Economic History* aux USA qui, dès les années 1960, s'est rendu célèbre par son utilisation de la méthode de « l'histoire contre-factuelle ». Avec le maintien de la ligne de Mao-Tse-Tung en Chine et une résurgence de l'héritage de F-D. Roosevelt aux USA au cours des années 1980, rien d'extra-terrestre dans les deux cas, on aurait eu évidemment un bien autre profil de mondialisation. Malgré son apparence farfelue, cette hypothèse oblige quand même à s'interroger sur la nature de l'inévitabilité des lois économiques...

La dynamique d'interaction entre les conséquences de la « promotion de l'inégalité par coup d'Etat » dans les deux espaces précités n'a cependant produit pleinement ses effets qu'au cours des années 1990.

L'impact de l'imposition des règles de « l'économie politique de l'inégalité » sur la déconstruction-reconstruction de la sphère de l'accumulation dans les Suds

Dans les années 1980, ce sont surtout la grande majorité des pays du Sud qui ont subi de plein fouet les conséquences de la réhabilitation des intérêts des détenteurs du capital au Nord, rentiers, actionnaires et surtout financiers. La solution donnée à la crise de la dette des pays du Sud a été en fait un autre coup de force au début des années 1980. Elle a privilégié exclusivement les intérêts des banques créancières du Nord, qui cependant avaient pour le moins une responsabilité partagée, ayant soutenu au Sud, voire recommandé, des centaines de projets à la rentabilité douteuse, mais qui leur avaient permis notamment de recycler les masses de pétro-dollars des années 1970.

La rhétorique agressive et souvent dérogatoire adoptée à l'égard d'un grand nombre d'Etats du Sud – présentés comme responsables d'une mauvaise gestion entachée d'incompétence, de corruption, de malversation généralisées – a fait partie de la contre-offensive politique néo-conservatrice. Elle a débouché rapidement sur la fin du dialogue Nord-Sud entamé dans les années 1970, et dont l'échec programmé du sommet de Cancun en 1981 a marqué la rupture symbolique. Du fait de la mise en place des politiques d'ajustement, la plupart des pays ont été soumis à une nouvelle forme de tutelle sous l'égide du FMI, qui s'est vu attribuer, par les coalitions néolibérales du Nord, un rôle étendu pour donner au capital financier transnational une position quasiment hégémonique dans la gestion des flux conditionnels de ressources vers les pays du Sud endettés.

On doit cependant rappeler qu'un grand nombre de pays du Sud avaient accompli des progrès importants en matière d'industrialisation entre 1960 et 1980. Si les théoriciens de l'économie néolibérale avaient, dès les années 1970, célébré les succès des « dragons asiatiques » en les attribuant à leur ouverture précoce au marché international, en réalité c'étaient les pays orientés vers la construction d'un processus d'industrialisation centré sur le marché intérieur qui pesaient le plus lourd dans la valeur ajoutée industrielle vers 1980. C'était un artifice statistique qui permettait de se focaliser sur les taux de croissance élevés de la Corée du Sud et de Taiwan, alors que ces pays jouaient surtout un rôle d'atelier de transformation, avec une très faible valeur ajoutée entre les biens intermédiaires importés et les biens réexportés. En termes de valeur ajoutée industrielle, ils ne représentaient qu'une petite fraction de la valeur ajoutée par l'industrie dans des pays comme l'Inde, le Mexique et le Brésil²⁹.

La plupart des pays avaient tenté, entre 1950 et 1980, de mettre en place des politiques de modernisation nationale. En fait derrière la référence à la croissance, au progrès, à la nécessité de sortir du sous-développement, ce qui était réellement en cause c'était partout la tentative de mettre en place un processus d'accumulation primitive. Ce processus consistait à englober

²⁹ Alors que la Banque Mondiale se faisait le relais actif des thèses néolibérales sur « le miracle asiatique », les rapports de l'Onudi traduisaient le point de vue des pays non alignés, en mettant en valeur les résultats des pays construisant leur industrie nationale. Ceux-ci (Inde, Mexique, Brésil) représentaient en 1980 près de 50 % de la VAM des pays du Sud, contre moins de 10 % pour les 4 « dragons » asiatiques (Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour). Voir ONUDI, *L'industrie dans les années 1980 - Changement structurel et interdépendance*, Vienne, 1985.

progressivement la force de travail potentiellement mobilisable, par la salarisation-prolétarianisation, dans cette sphère de l'accumulation nationale, la reproduction élargie de cette dernière étant assurée par la capitalisation de la plus-value extraite de cette force de travail³⁰.

Dans ce cadre particulier, de nombreux pays avaient fait des progrès importants en matière d'infrastructures, d'enseignement, de santé publique et d'équipements publics de base, du moins en régions urbaines. Beaucoup d'erreurs avaient certes entaché ces politiques, dont la plus manifeste était l'instrumentalisation de l'agriculture aux objectifs d'industrialisation, la confusion entre modernisation et développement et, au cours des années 1970, une dépendance financière croissante à l'égard des banques du Nord, au nom de l'accélération de la modernisation. Ces erreurs pouvaient sans doute être corrigées. Mais à travers « *l'ajustement* », le principe imposé a été de jeter le bébé avec l'eau du bain. En quelques années, tous les acquis des décennies précédentes ont été perdus. L'abondante littérature sur la dette a suffisamment mis en valeur le rôle destructeur joué par les opérations de refinancement se traduisant finalement par des flux de centaines de milliards de dollars vers les banques créancières du Nord, tout en paralysant toute initiative nouvelle des Etats en matière économique et sociale³¹.

La décennie 1980 a été qualifiée souvent, dans le vocabulaire très codé des Nations Unies, de « *décennie perdue pour le développement* ». En ce qui concerne l'Amérique latine, le rapport précité de la CEPAL a estimé l'impact négatif de la « *crise de la dette* » à douze ans. Pour l'Afrique, cela a été plus de quinze ans. Cette lecture conventionnelle passe cependant à côté de l'essentiel des transformations qui ont été enclenchées par les acteurs de l'offensive néolibérale à l'échelle mondiale.

D'une part, les prélèvements massifs opérés via les remboursements des dettes ont contribué à consolider les bases du capital financier contrôlés par les grandes banques du Nord. Ils ont contribué à leur donner les moyens de leur emprise croissante sur le système productif mondial, autrement dit de la financiarisation accélérée des conditions de l'accumulation. Et ce au moment-même où les modifications des cadres institutionnels de réglementation au Nord leur permettaient de se déployer vers de nouvelles activités avec des contrôles fortement allégés par rapport à la période antérieure.

³⁰ On doit bien insister ici sur le fait que la rationalisation de ce processus reposait sur la fiction selon laquelle le travail de l'immense majorité de la population, occupée dans la production de subsistance, ou même la petite production marchande, n'avait en fait aucune « valeur ». C'était ce que les modèles dualistes tellement en vogue à l'époque appelaient le « *chômage déguisé* », signifiant clairement par là que les millions d'heures de travail consacrées à la production de valeurs d'usage, ou mieux à la reproduction simple des conditions de la vie collective (à ne pas identifier seulement au travail domestique familial), ces heures de travail n'avaient aucune « valeur ». Or ce travail « sans valeur », c'est bien celui par lequel les peuples ont construit à travers l'histoire longue ce que Fernand Braudel a appelé le « *niveau de la construction de la civilisation matérielle* » pour la distinguer du « *niveau de la construction de l'économie capitaliste* » venue s'y greffer à partir du XVI^{ème} siècle en Europe. Dans cette optique évidemment, une heure de travail humain occupée dans la sphère de la reproduction simple, satisfaisant des besoins humains, vaut une heure de travail exploitée dans la sphère de l'accumulation, même si elle ne produit pas de « valeur » fonctionnelle par rapport à l'accumulation. Pareille affirmation fait naturellement converger dans un ricanement unanime paléo-libéraux, paléo-marxiens, néolibéraux et néo-marxiens. Et cependant l'approche braudelienne rejoint la vision polanyienne, et les deux obligent à ne pas confondre le « *développement des peuples* » avec les bénéfices de la croissance résultant d'une accumulation performante, soit-elle verte et durable, ou avec les avantages sociaux octroyés dans le cadre d'une régulation de l'accumulation.

³¹ CHOSSUDOVSKY M., *The Globalization of Poverty – Impacts of IMF and World Bank Reforms*, Zed Books, Londres, 1997. Voir aussi dans ce numéro des CM la contribution de Toussaint et Vivien.

D'autre part, les transformations institutionnelles imposées de l'extérieur ont profondément modifié les structures économiques et sociales de la plupart des pays du Sud concernés. Pour les comprendre, il faut également sortir de l'approche macro-économique conventionnelle où l'on se borne à établir un jeu de relations entre les variables dites de la croissance : épargne, investissement, consommation intérieure, équilibre de la balance extérieure et des finances publiques, *etc.* Ce qui s'est passé à partir des années 1980, c'est la déconstruction des conditions d'expansion de la sphère de l'accumulation que les Etats modernisateurs avaient tenté d'édifier dans les décennies précédentes à travers les politiques de modernisation nationale. Même si les résultats étaient limités et très inégaux selon les pays, dans de nombreux cas les Etats avaient commencé à essayer de socialiser les gains limités tirés de ce secteur moderne dans des dépenses de type social d'ordres divers.

La nature même de la sphère d'accumulation a été soumise à une restructuration drastique sous l'injonction des bailleurs de fonds. L'abandon des politiques protectionnistes, le démantèlement des entreprises d'Etat, les privatisations, les prises de contrôle d'actifs divers à travers les opérations de rachat de la dette, ont signifié un alignement rapide et brutal de la sphère d'accumulation sur les normes internationales du profit et de la rentabilité. Cette restructuration des conditions de l'accumulation s'est accompagnée le plus souvent d'une réduction massive de l'emploi dans le secteur public, l'accroissement du chômage dans le secteur privé, et une baisse impressionnante des salaires réels. Les dépenses sociales ont été ramenées à un niveau dérisoire, en disproportion totale des besoins des populations. L'ensemble de ces mesures, plus les dévaluations de la monnaie et les mesures de dérégulation du marché du travail, ont permis le relèvement spectaculaire de la part des profits dans la valeur ajoutée des divers secteurs.

Après quelques années, cette évolution a produit les résultats voulus en termes de rapports sociaux. D'un côté, un phénomène de paupérisation manifeste des couches populaires liées auparavant au secteur d'accumulation, et un déclassement des petites couches moyennes liées au secteur public. D'un autre côté, la consolidation de nouvelles couches moyennes, liées à la gestion et aux bénéfices de la sphère de l'accumulation désormais soumise aux normes globales. Les analyses qui ont mis uniquement l'accent sur une approche des pays du Sud comme « victimes » de l'ajustement et de la crise de la dette n'ont souvent pas vu ce phénomène majeur : la recomposition des rapports de force à l'intérieur de ces pays, favorisant l'émergence d'une couche sociale, faible numériquement mais jouissant d'un contrôle étendu sur la sphère de l'accumulation restructurée et globalisée, et capable d'en concentrer les bénéfices.

En termes d'économie politique, cela a signifié que, dans la plupart des pays du Sud, est apparue ainsi une nouvelle élite qui gère un nouveau système d'accumulation assurant l'accroissement des inégalités dont elle est le fer de lance. Bien plus, cette nouvelle élite s'est insérée rapidement dans les circuits mondiaux de la financiarisation croissante du capital. D'un côté, les banques étrangères ont pris progressivement le contrôle des structures financières locales, mais parallèlement, les placements *off shore* des classes dirigeantes locales ont pris de plus en plus d'importance. Pour la période 2003-2007, dans les « pays à bas revenus et moyens revenus », les prêts des banques étrangères non résidentes représentaient environ 60 % du PIB, les transferts de fonds à partir de l'étranger (*remittances*) environ 10 % du PIB, tandis que les dépôts dans les banques *off-shore* se montaient à environ 60 % des dépôts bancaires domestiques³².

³² BECK T., *et al.*, "Financial Institutions and Markets across Countries and over Time: The Updated Financial Development and Structure Database 2009", *The World Bank Economic Review*, Vol. 24, n° 1, 2010, pp. 77-92.

La simultanéité de ces mouvements est bien révélatrice de la « dénationalisation » des cadres de l'accumulation dans un grand nombre de pays du Sud. Après vingt ans d'ajustement et d'ouverture forcenée au marché global des diverses composantes du Sud, on pouvait en constater l'impact au début des années 2000, et avant la crise de 2008.

Les années 1990 ont vu une hausse du rythme d'expansion de la sphère d'accumulation dans un nombre toujours plus élevé de pays du Sud. Cela s'est fait notamment à travers l'accélération des mouvements de délocalisation d'activités de production déjà bien entamée dans les années 1980. Ce mouvement a concerné surtout la Chine et certains pays d'Asie du Sud-Est, mais aussi d'autres pays qui ont été jugés performants en matière de déconstruction-reconstruction des cadres de l'accumulation. Le cas du Mexique est sans doute un des plus spectaculaires, avec le choix de l'élite dirigeante de s'incorporer dans la zone de libre échange nord-américaine. Les bases de la sphère d'accumulation nationale construite depuis les années 1930 ont été démantelées en quelques années, mais de nouveaux pôles d'accumulation étroitement liés à l'économie *US*, ont vu la consolidation d'une bourgeoisie, surtout au Nord du pays, qui se considère pratiquement comme une composante sub-tropicale de la société américaine.

Dans de nombreux pays du Sud, l'expansion de la sphère d'accumulation globalisée a donné une nouvelle impulsion à l'incorporation d'une partie plus importante de la force de travail potentielle dans la production de plus-value. Bien plus, les nouvelles conditions dégradées de la salarisation-prolétarisation, combinées bien souvent avec l'emploi de technologies capitalistiques, ont permis des hausses importantes de productivité, et surtout la hausse de la part des profits dans des montants de valeur ajoutée portés par des taux de croissance spectaculaires.

Les éléments ci-dessus montrent sans doute déjà à suffisance que c'est bien en termes d'économie politique que l'on doit approcher les changements du régime d'accumulation intervenus au cours des années 1980. Les flux massifs d'innovations technologiques et la liberté d'action toujours plus importante accordée au capital financier s'inscrivent dans ce cadre d'économie politique qui a été le moteur des bouleversements intervenus.

C'est bien une succession de « coups de force » de nature politique qui a vu la prise de pouvoir au Nord et au Sud de coalitions de nouvelles élites partageant une vision stratégique : celle de la reconstitution des conditions de l'inégalité, permettant à cette élite de reprendre le contrôle du processus d'accumulation, en le globalisant. Si la mondialisation est un phénomène historique ancien et multiforme, la globalisation doit être étudiée comme une stratégie d'acteurs dominants, parvenant ainsi à remettre en cause les cadres spatiaux des Etats-Nations, où l'histoire des luttes sociales, des luttes pour l'indépendance, ou même des luttes révolutionnaires, les avaient contraints à des concessions en termes de partage, voire de redistribution des gains de l'accumulation.

Mais, dès le début des années 1990, en ce qui concerne la dynamique de l'économie politique de l'inégalité, l'évènement majeur a été évidemment la succession de coups de force et de coups d'Etat qui ont mené au délitement des pays de l'Est et à l'auto-dissolution de l'URSS. C'est bien un phénomène historique, qui n'avait rien d'inéluctable, et qu'aucun « kremlinologue » n'aurait osé pronostiquer quelques années auparavant. Mais dans la réalité, ce qui est bien arrivé, c'est la prise de pouvoir par une nouvelle élite (même si une grande partie était issue des cadres des régimes socialistes) qui, en quelques années a recréé, avec une

brutalité sans limite, les conditions d'une accumulation capitaliste sauvage, entraînant une explosion des inégalités d'une violence inouïe. Dans l'ex-URSS, entre 1989 et 1996, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté est passé de 15 à 147 millions³³.

Dans sa phase initiale, le démantèlement des cadres et des entreprises du régime antérieur d'accumulation socialiste a surtout permis l'appropriation des entreprises de tous secteurs, du stock de logements et des biens publics, les terres collectives, à des niveaux de prix dérisoires d'après les standards internationaux³⁴.

Mais cette phase de dévalorisation massive des actifs existants, sous le prétexte de leur caractère archaïque ou ingérable, a été suivie rapidement par une phase de revalorisation sélective de ces biens acquis par les cercles proches du nouveau pouvoir, à travers un gigantesque *hold up*, sans précédent dans l'histoire. En une dizaine d'années, une nouvelle sphère d'accumulation plus ou moins soumise aux normes globalisées s'est mise en place, accompagnée et amplifiée par des mouvements spéculatifs de tous ordres, et débouchant sur ce qui a été appelé « *la crise russe* ».

La financiarisation de l'accumulation globalisée dans le cadre de « l'économie politique de l'inégalité »

Si l'on additionne toutes ces sphères d'accumulation régénérées par les séquelles des « coups de force » perpétrés par les coalitions ayant pris le pouvoir à partir des années 1980, dans les diverses composantes du Nord, du Sud et de l'Est, on peut comprendre que les masses de capitaux générées par ces restructurations, et pouvant circuler dans le monde entier, ou y être mobilisés partout, quasiment sans délais, ont atteint des volumes eux aussi sans précédent historique.

Le capital financier a certes joué un rôle essentiel d'intermédiation dans cette accélération extraordinaire de la circulation des flux financiers entre pôles d'accumulation. Il a permis notamment le financement de milliers d'opérations de restructuration, concentration, fusion d'entreprises non financières, dont les dirigeants cherchaient à acquérir le statut de **joueurs globaux**. Ce statut est ce qui permet à l'entreprise concernée de tirer parti – pour optimiser sa rentabilité et donc son rythme d'accumulation – de toutes les occasions spécifiques, offertes à l'un ou l'autre moment, par les diverses sphères d'accumulation, interconnectées notamment par les activités du capital financier. C'est ce statut aussi qui permet aux dirigeants des entreprises concernées de revendiquer des niveaux de rémunérations de niveau global, sans commune mesure avec les niveaux de salaires moyens dans les divers pays ou leurs activités sont déployées.

Et c'est dans cette évolution que, en un quart de siècle, s'est constituée une nouvelle bourgeoisie globale, aux composantes diverses tant du point de l'origine des revenus (grandes familles détenant le contrôle d'entreprises globales, actionnaires importants, *managers*, cadres supérieurs, *etc.*) que de l'origine géographique (les gens du Nord y détiennent une place prépondérante, mais désormais ceux des pays capitalistes émergents du Sud et de l'Est y sont de plus en plus nombreux). Cette bourgeoisie d'un nouveau type est à la fois le produit et l'acteur central de l'économie politique de l'inégalité. C'est une sorte de nouvelle caste, qui ne

³³ CORNIA G. et COURT J., *op.cit.*, p. 9.

³⁴ NAGELS J., *La Tiers-Mondisation de l'ex-URSS*, Editions de l'ULB, Bruxelles, 1993 ; voir aussi son article, sous le même titre in, *CM* n°186, sept. 1992.

représente pas plus de 1 % de la population mondiale mais détient 80 % de la richesse mondiale. A l'intérieur de cette caste, les revenus annuels des dirigeants d'entreprise représentent plusieurs centaines de fois ceux des salariés moyens des divers pays où ils opèrent.

En insistant aussi lourdement sur le thème de l'économie politique de l'inégalité, on veut essayer de sortir des discours incantatoires centrés sur le rôle exclusif des banques, voire des bonus exorbitants de leurs cadres, dans la crise de 2008-2009. La déconstruction-reconstruction de la sphère de l'accumulation dérégulée a nécessité des formes de coopération sans cesse réinventées entre tous les partenaires-gestionnaires des activités financières, industrielles, commerciales, et les gestionnaires des appareils politiques de la plupart des Etats, qui se sont succédés au pouvoir depuis les années 1980. Le consensus idéologique sur l'axe de la construction des cadres de la globalisation de l'accumulation, est le fil rouge – au delà des clivages politiques traditionnels, même si invisible aux yeux des populations – qui lie tous les acteurs des réseaux transnationaux de pouvoir qui sont au cœur de ce processus.

Le partage d'un langage codé permet, dans chaque conjoncture décisive, à ceux qui sont « *on board* », des stratégies de cette « *communauté internationale* » auto-proclamée de se reconnaître entre eux. En outre la pérennité et le renouvellement de ces réseaux sont assurés par de multiples formes de mobilité réversible entre leurs composantes économiques, financières et politiques. Les rapports étroits entre cadres politiques des Etats-nations, entre technocrates des organisations multilatérales et *CEO* des banques et entreprises multinationales ont été au cœur du processus de construction-reproduction élargie de la sphère de l'accumulation globale. Dans le cadre réduit de cette contribution on ne peut évidemment pas s'attarder sur les dizaines d'illustrations bien connues et documentées de ces réalités, dans l'Union Européenne, en Amérique latine, en Afrique, en Asie.

Un des exemples les plus impressionnants de ce rôle central des Etats est donné sans doute par les agréments informels entre la Chine et les *USA* sur les conditions du recyclage des surplus de la balance commerciale chinoise pour financer les déficits chroniques et des comptes extérieurs *US* et du budget fédéral. Ce cas illustre bien l'interdépendance existant entre toutes les composantes de la mise en place et du fonctionnement de l'économie politique globale de l'inégalité.

Les réformes chinoises ont créé les conditions de la génération d'une masse de plus-value telle qu'elle a donné une nouvelle jeunesse inespérée à l'accumulation à l'échelle mondiale. Cela s'est produit par la prolétarianisation (ou mieux la semi-prolétarianisation) de centaines de millions de petits paysans, à des niveaux de salaire dérisoires (encore dégradés avec le démantèlement de ce qui était appelé le « bol de fer » (iron bowl) dans les entreprises publiques, au cours des années 1990). Cette masse de plus-value réalisée à des prix tout aussi dérisoires sur le marché américain a permis de faire une pression sans cesse accrue sur les conditions de travail aux *USA*, et une baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Mais il y a eu une certaine modération de la baisse du pouvoir d'achat grâce à la consommation des produits importés à bas prix, résultant de la surexploitation des travailleurs chinois.

En même temps, la proportion léonine de part des profits en Chine y a soutenu l'émergence d'une classe moyenne toujours plus large, et même d'une section locale de la caste globale des super-riches. Aux *USA*, le relèvement de la part des profits a surtout permis la consolidation de la position de la fraction minimale de la caste globale des super-riches, et l'augmentation disproportionnée de la part des hauts salaires (et bonus) dans un contexte

général de diminution de la part salariale dans la valeur ajoutée.

L'interaction entre les composantes chinoises et américaines est emblématique du processus de reconstruction des sphères d'accumulation à l'échelle mondiale. Mais dans ce cas, les déséquilibres potentiels entre les deux étaient si menaçants que seul le rôle actif des Etats concernés a pu maintenir les conditions de reproduction de l'économie politique de l'inégalité qui les liaient. L'achat massif et régulier de centaines de milliards de Bons du Trésor *US* par les institutions financières étatiques ou quasi-étatiques chinoises a joué un rôle décisif dans le maintien de ces conditions.

Par l'énormité des flux financiers en cause, ces arrangements ont joué un rôle décisif dans la relance du crédit aux *USA*, malgré les déséquilibres structurels frappant ces derniers et amplifiés par l'impact de diverses crises, y compris celle dite de la bulle technologique au début des années 2000. C'est eux qui ont permis la stratégie de la *Fed*, donnant les moyens aux acteurs de l'innovation financière débridée de prendre le relais des acteurs des innovations techniques fascinantes. Cela a permis de mettre sur le marché des produits et surtout des promesses de rendements extraordinaires. L'ancien directeur de la *Fed*, Alan Greenspan, reconnaît lui-même clairement ce lien³⁵.

Selon un économiste de la Banque des Règlements Internationaux, Jean Tirole, la demande de stockage de valeur (*stores of values*) aux *USA* était énorme, à cause des profits réalisés en Chine et dans d'autres pays ayant des systèmes bancaires incapables de valoriser leur propre épargne, et la titrisation a créé des opportunités très profitables de stockage de cet excédent de valeur aux *USA*³⁶.

« L'économie politique de l'inégalité » comme lieu d'articulation entre capital fictif et économie réelle à l'échelle mondiale

C'est dans le cadre de ces facilités accrues que les banques, à partir des années 2000, se sont posées comme intermédiaires toujours plus inventifs, pour aider les détenteurs de capitaux à trouver des débouchés permettant de faire fructifier ces capitaux. Les prêts hypothécaires à hauts risques n'ont été qu'un de ces débouchés, à côté de centaines d'autres produits, « dérivés » et autres *CDO*. En fait ces techniques permettaient aux banques de se maintenir de manière permanente dans les flux de capitaux à placer, en réduisant la visibilité de leurs engagements réels dans leurs bilans, et en maximisant leurs résultats à travers des techniques toujours plus sophistiquées et opaques d'effet de levier.

Mais la source des capitaux à recycler était bien dans l'énormité des flux issus de la restructuration des diverses sphères de l'accumulation en Chine, dans les pays émergents du Sud, dans l'ex-URSS et les ex-pays socialistes, et évidemment au Nord (voir notamment le rôle des fonds de pensions, gonflés par les tendances à une privatisation plus forte dans les régimes existants ou prévus).

³⁵ GREENSPAN A., "The Crisis", *Brookings Institution Paper*, mars 2010 : « La bulle mondiale de l'immobilier résidentiel a été primordialement causée par une forte baisse des taux d'intérêt à long terme en 2000 et 2005, provoquée par la croissance orientée à l'exportation d'économies en développement, spécialement la Chine, après la fin de la guerre froide. La Chine, épargnant les dollars qu'elle gagnait, rendait en effet l'argent disponible pour des prêts bon marché » (trad. CM).

³⁶ TIROLE J., "Illiquidity and all its friends", *BIS Working Papers*, n°303, mars 2010, p. 8.

Entre 2001 et 2008, la valeur des transactions boursières à l'échelle mondiale est passée de 41 000 à 113 000 milliards d'*USD*³⁷.

Ce sont ces détenteurs de capitaux qui se sont portés acquéreurs des produits titrisés offerts par les banques. En ce sens, il n'y a donc pas de distinction à faire entre bulle financière et économie réelle. Les racines de cette évolution, qui a conduit à la crise de 2008-2009, se trouvent bien dans les énormes masses d'épargne et de capitaux disponibles à la recherche de placement. Elles sont à chercher dans la reconfiguration des rapports de force et des paramètres institutionnels qui ont permis l'accroissement énorme des inégalités, à l'échelle mondiale, dans la répartition des gains de l'accumulation débridée et déréglementée.

Ce sont ces transformations de l'économie politique de l'inégalité qui sont à la base de l'augmentation de la part des profits dans les valeurs ajoutées, et de la masse énorme de capitaux dans les mains de ceux qui s'inscrivent d'une manière ou d'une autre dans les bénéfices de la déréglementation ou de la reconstitution de la plus-value. Et les acteurs du capital financier, les banques, ne sont qu'une des composantes – certes particulièrement vorace et sournoise – de ces vastes réseaux internationaux de pouvoir, ultra-performants dans leur stratégie de construction et reproduction élargie des inégalités à l'échelle mondiale.³⁸

Qu'on le veuille ou non, ce sont bien les réalités de l'économie politique de l'inégalité qui obligent à mettre au cœur de l'analyse de la crise de 2008-2009 les acteurs des réseaux transnationaux de pouvoir. Et non une nouvelle théorie d'un quelconque complot global... C'est cette réalité qui permet sans doute d'expliquer pourquoi la dénonciation vertueuse et unanime du rôle des banques a eu si peu d'effets pratiques, le discours évoluant d'ailleurs peu à peu vers la nécessité du soutien aux banques pour les aider à faire mieux face aux aléas de la spéculation financière. Le populisme anti-bonus moralisateur de 2009 a fait place en 2010 à la mise en garde contre les dangers d'un populisme refusant les mesures d'austérité nécessaires pour faire face à l'alourdissement de la dette publique... provoqué par l'appui massif accordé aux banques lors du *krach*.

On ne peut quand même pas oublier que le financement de ces aides publiques a été assuré par « *les marchés* », donc au moment même où les liquidités des banques étaient devenues un problème majeur. Et ce sont ces mêmes « *marchés* » qui assureront pendant longtemps les transferts massifs de ressources budgétaires des Etats du Nord endettés vers les futurs acteurs d'une nouvelle phase de restructuration de la sphère de l'accumulation. Tout comme lors de la crise de la dette au Sud dans les années 1980, mais à une échelle sans comparaison du point de vue des montants impliqués !

L'approche catastrophiste de 2008-2009 a focalisé le regard uniquement sur le secteur bancaire, comme si c'était un secteur hors du système « normal » de l'économie réelle, menaçant les conditions de reproduction « normales » de la sphère de l'accumulation assurant

³⁷ World Federation of Exchange (WFE), *2009 Market Highlights*.

³⁸ Pour illustrer la nature extrême des pratiques des vautours de la finance, il suffit de citer le commentaire du Sénateur U.S. Levin, Président du Sous-comité Permanent d'Enquête du Sénat, à propos des produits vendus par la super-banque Goldman Sachs : « ...notre enquête a montré que des banques d'investissement comme Goldman Sachs n'étaient pas des promoteurs de marché aidant leurs clients.... Ils ont été des promoteurs intéressés de montages financiers risqués et compliqués qui ont joué un rôle majeur dans la crise de 2008. Ils ont ficelés des hypothèques toxiques et douteuses dans des instruments financiers complexes, ont obtenu des agences de notation de les noter comme des obligations de niveau AAA, les ont vendus à des investisseurs, amplifiant et étalant ainsi le risque dans tout le système financier, le tout en pariant en même temps sur la mauvaise qualité de ces mêmes instruments, en en profitant au dépens de leurs clients... » New York Times, 24-04-10

la croissance, synonyme de progrès et de bien être. Mais en fait, les modalités de la sortie de crise montrent bien qu'elles ne sont qu'une composante de l'économie politique de l'inégalité et de ses paramètres redéfinis il y a plus d'un quart de siècle.

La violence de la crise est endogène à la dimension nouvelle des gisements de plus-value qui ont été libérés pendant cette période, et qui ont généré une dynamique d'accumulation amplifiée par les innovations technologiques et institutionnelles qui la supportent. En fait rien de bien neuf par rapport à ce qui a déjà été perçu par Marx, puis par Keynes : la plus-value pour l'un, l'épargne pour l'autre doivent trouver les moyens de se « réaliser ».³⁹

La mondialisation de la dimension géographique n'a apparemment pas résolu les problèmes de cette « réalisation », elle en a plutôt amplifié les contradictions.

La crise 2008-2009 : une péripétie de plus dans l'histoire longue des rapports chaotiques entre sphères de l'accumulation et économies populaires dans les Suds ?

On l'a vu ci-dessus, les statistiques mondiales les plus élémentaires montrent que la fabuleuse libération des forces de l'accumulation au Nord, au Sud et à l'Est dans les décennies récentes ne leur a pas permis de résoudre leur contradiction structurelle fondamentale : l'impossibilité d'absorber la majorité des populations du monde dans la sphère de l'accumulation selon des modalités qui soient fonctionnelles par rapport aux exigences d'une reproduction élargie durable selon ses propres normes.

Ce qui dans le langage codé des élites s'est appelé d'abord « *mettre fin au sous-développement* », puis réduction de « *la pauvreté de masse* », n'a jamais été autre chose que ce projet d'intégrer les masses du Sud et de l'Est dans une « *nouvelle frontière de la croissance* », c'est-à-dire un processus d'accumulation réussi, et susceptible dès lors d'une lecture consensuelle. Ce processus, en cours depuis plus d'un demi-siècle, n'a pratiquement pas modifié les inégalités structurelles séparant le Nord et les Suds. Ceux-ci sont dorénavant plus hétérogènes, c'est vrai, avec des taux plus ou moins élevés d'incorporation de la force de travail, de manière pleinement fonctionnelle, dans la sphère de l'accumulation.

Ni les politiques des Etats modernisateurs avant 1980, ni les assauts des Marchés néo-modernisateurs n'ont pu transformer fondamentalement ces structures. L'imposition puis l'internalisation des paramètres de l'économie politique de l'inégalité au nom de la libération du potentiel d'accumulation n'y ont rien changé. Elle a simplement permis l'accroissement des inégalités à l'intérieur du Sud, au profit de la minorité d'élites qui les pilotent. Et les gesticulations humanitaires autour des Objectifs du Millénaire pour le Développement sont dérisoires par rapport à ce qui est vraiment une dynamique de l'inégalité, à ne pas confondre avec une quelconque stagnation ou régression, telles que mises en scène par les approches misérabilistes. Dans cette perspective, la crise de 2008-2009 est donc bien une péripétie qui ne peut avoir eu qu'un impact marginal par rapport à la réalité des choses.

La majorité des élites économiques et politiques des pays émergents, et même des autres, ont repris confiance dans la relance de la croissance dans la sphère de l'accumulation, et surtout dans les vertus de cette dernière, y compris dans les innovations financières pouvant stimuler

³⁹ en fait rien de très original depuis les analyses de Marx sur les problèmes des « crises de réalisation », cfr .le rappel fait par M.Godard, Nul avec bulles le capital, Cahiers Marxistes, 239, mai-juin 2009,p.18-22

sa croissance et son ouverture toujours plus grande à la globalisation⁴⁰.

Pour les classes possédantes et dirigeantes, manifestement la crise de 2008-2009, malgré sa violence et la panique qu'elle a suscitée, n'apparaît plus que comme une péripétie parmi d'autres dans un processus où la construction de la sphère de l'accumulation, aussi chaotique et risquée soit-elle, est vue comme la seule voie possible pour assurer « *le développement* », autrement dit la reproduction durable de « *l'économie politique de l'inégalité* ».

Pour les classes populaires urbaines et rurales, habituées à supporter tous les coûts des tribulations de l'émergence de la sphère de l'accumulation, à vivre depuis des générations l'envers de la modernité célébrée par les élites, c'est un choc de plus à assumer, du fait de la contraction de l'emploi et des revenus générés dans cette sphère, aussi limités soient-ils. L'échec des sphères de l'accumulation à absorber la majorité de la force de travail a maintenu une sphère du petit marché et de l'activité populaires, d'importance très variable selon les différentes régions du Sud, mais bien réelle. Dans ces Suds, et même en Chine aujourd'hui, la sphère de l'accumulation n'a pas pu « manger » toute la société et lui dicter ses règles et ses normes, et ce malgré l'explosion de sa dynamique depuis trente ans.

Il reste donc une autonomie, plus ou moins large selon les continents, de ce qu'on peut appeler l'économie populaire rurale et urbaine. L'économie populaire ne se réduit pas à ce qui a été appelé jadis « *secteur informel* », comme s'il s'agissait simplement d'un secteur marginal, en attente de formalisation-modernisation-incorporation dans la sphère de l'accumulation. Les économies populaires ne sont informelles qu'au regard des normes de la sphère de l'accumulation conduite par l'Etat ou par le Marché. En réalité elles sont le produit d'une longue histoire, multi-séculaire. Elles constituent en fait une réalité très complexe, faite d'un mélange indissociable d'une production de biens et services pour la vie quotidienne, de liens sociaux très denses, faits de solidarité autant que de conflictualité, voire de violence, de réseaux de sociabilité locale inextricablement mêlés à des réseaux de clientélisme parfois mafieux.

Selon les régions du monde, elles ont été quasi complètement absorbées et soumises à ces normes (au Nord après deux siècles d'une violence intérieure systémique renforcée par la prise de contrôle des ressources des économies populaires du reste du monde), ou bien déstabilisées, écrasées, marginalisées (au Sud, tout au long des épisodes coloniaux, post-coloniaux et néo-impériaux). Ce que la littérature sur « *la pauvreté* » présente comme l'image du sous-développement en attente de réduction par les miracles de la croissance, est en fait le cadre de vie de milliards de gens dans les villes et les campagnes qui ne se font plus d'illusion sur les promesses de la croissance, mais qui ont appris à se « débrouiller » pour survivre et vivre.

Une première dimension centrale de ces pratiques populaires est qu'elles s'inscrivent dans des lieux de vie, quartiers populaires urbains, petits bourgs ruraux et centaines de milliers de

⁴⁰ Les déclarations récentes du Premier Ministre de l'Inde, M. Singh, sont éclairantes à ce sujet. Dans un discours prononcé à la Reserve Bank of India, le 1^{er} avril 2010, il a fait une évaluation très optimiste du potentiel de croissance de l'Inde dans les années à venir, mais surtout il a souligné que la relativement bonne résistance de l'Inde à la crise ne devait pas être un prétexte pour ne pas aller vers une ouverture encore plus grande et une réforme dans ce sens du système financier : « *l'objectif d'assurer que le système financier rencontre l'exigence de croissance rapide et inclusive (...) est d'une certaine façon la tâche la plus stimulante qui est devant nous (...) J'entends parfois que notre isolement nous a bien servi et que, en conséquence, nous devrions éviter l'expérimentation et de poursuivre la libéralisation dans ce secteur. Ce serait, je le crains, la leçon erronée à tirer de la crise* » (trad. CM).

villages à l'échelle mondiale. C'est dans ces lieux négligés ou abandonnés par la sphère de l'accumulation, ou menacés par son appétit pour les ressources valorisables (terres, eau, forêts, biodiversité) que se trouvent les enjeux d'un « *développement humain et durable* » de plus en plus étranger aux promesses jamais tenues d'une croissance-accumulation partagée⁴¹.

Pour les classes populaires, le tout à l'Etat ou le tout au Marché ne sont pas des principes antagoniques, ils sont vécus comme les stratégies interchangeableables des différentes couches des élites dominantes dans la construction permanente de l'économie politique de l'inégalité.

Une seconde dimension tout aussi importante est l'insertion dans les occasions de revenus offertes par la sphère de l'accumulation, à travers l'emploi salarié, plus ou moins stable ou précaire, et qui permet des transferts bienvenus pour compléter ceux de l'économie populaire, sans abandonner celle-ci comme base de la sécurité de vie. Le volume de transferts possibles dépend naturellement de la dimension de la sphère de l'accumulation et des conditions d'emploi et de salaire qui y prévalent. De ce point de vue, les occasions offertes en Chine et dans plusieurs pays d'Asie du Sud Est sont très importantes, alors qu'elles sont bien moindres en Afrique au Sud du Sahara.

Et c'est bien dans les pays asiatiques que l'on peut voir l'émergence d'une classe populaire hybride, mi-paysanne mi-ouvrière, sans que cette semi-prolétarianisation en cours puisse entraîner la disparition de la paysannerie dans un avenir prévisible.

C'est là un phénomène significatif pour repenser les enjeux du « développement réel », c'est-à-dire l'articulation problématique, pour les générations à venir, entre une sphère d'économie populaire qui cherche la sécurisation des conditions de la reproduction d'une vie décente, et la sphère de l'accumulation qui repose sur l'exploitation de ses ressources humaines, la fragilise et l'insécurise, sans parvenir à l'absorber ni à la détruire. Finalement, c'est à l'aune de ce processus historique, chargé de contradictions explosives (voir les dynamiques récentes des luttes ou des résistances populaires en Thaïlande et en Chine, deux « paradis » de l'accumulation débridée à l'asiatique), que doit s'évaluer l'impact de la crise de 2008-2009 sur les Suds : une péripétie parmi d'autres des rapports entre l'économie politique de l'inégalité et les mondes des économies populaires qu'elle peut paupériser et exploiter, mais ne parvient pas à dompter.

C'est dans cette perspective-là également que l'on devrait s'interroger sur des pistes de sortie de l'économie politique globale de l'inégalité. Cette dernière, on a essayé de le montrer au long de cette contribution, a été une construction, idéologique et politique, historiquement datée. Dans cette construction, l'avenir du développement mondial est délibérément confondu avec la libéralisation de l'accumulation globale. Les lois de l'accumulation du capital sont à la fois le socle de l'inégalité et la garantie de sa reproduction élargie. Au nom de la sortie du sous-développement, elles cherchent à incorporer des centaines de millions de nouveaux soutiers de la sphère de l'accumulation globale : le chemin de la « paupérisation rentable » est présenté comme le projet de sortie de la « pauvreté naturelle ». Les apories de « *l'accumulation régulée* », de « *la croissance instrument du progrès social* », voire de « *la croissance verte* », ou même d'une « *décroissance* » mortifère, ne sont que des variantes plus ou moins bavardes de discours fascinés par cette réalité d'airain. Un responsable chinois réticent aux réformes post-Mao, au début des années 1980, avait utilisé une image très symbolique : « *il ne faut pas ouvrir la cage du tigre* ». Inaudible pour les nouvelles élites de

⁴¹ PEEMANS J-P., « Territoires et mondialisation : enjeux du développement », éditorial, *Alternatives Sud*, Vol.15, 1, 2008, pp. 7-38.

l'époque, le message était clair : on ne peut pas apprivoiser la sauvagerie de l'accumulation, et on ne peut pas construire une société viable et durable autour de cette logique.

Si tout est rapport de forces, alors un premier pas (et un petit premier pas seulement) dans la déconstruction de l'économie politique de l'inégalité, serait de remettre les banques sous contrôle des Etats, au Nord et au Sud. Une nationalisation des banques à l'échelle mondiale, dans le cadre de grands ensembles régionaux, coordonnés par un FMI radicalement réformé. Malgré les apparences, rien de bien révolutionnaire dans cette mini-proposition. Songeons aux virtualités non réalisées du « moment Fortis » en Belgique en 2008, ou l'expérience française du début des années 1980 (son échec, peut-être programmé (?)) est une autre histoire... Selon certains, cette éventualité n'a rien d'extravagant, vu la masse énorme des *junk bonds* de toutes espèces, dérivés ou autres, qui arriveront à échéance dans les prochaines années... Mais ce sera seulement un tout petit pas parce que, on l'a dit, les banques ne sont qu'un des acteurs de la nébuleuse complexe des réseaux internationaux de pouvoir qui sont au cœur de l'économie politique de l'inégalité.

Mais remettre le tigre dans la cage offrirait peut-être la voie à la prise de pouvoir, ça et là, par des coalitions cherchant à définir autrement les chemins du « développement des peuples ». Les Etats ne peuvent retrouver leur rôle incontournable et leur légitimité qu'en prenant en compte les pratiques populaires, de survie, de résistance, voire d'organisation de la vie dans les villes et les campagnes des divers Suds. Ces pratiques ne profèrent aucun grand discours, mais montrent qu'un « développement durable des peuples » peut être réinventé selon d'autres voies.